



Budget 2021 : une relance axée sur les emplois, la croissance et la résilience

Faits saillants et analyse

Les questions concernant le contenu du présent rapport doivent être envoyées directement à :

Joey Taylor
Gestionnaire, Affaires publiques
Ingénieurs Canada
joey.taylor@ingenieurscanada.ca
613.232.2474 poste 213

Aperçu

Le 19 avril 2021, l'honorable Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Finances du Canada, a déposé le [Budget 2021 : une relance axée sur les emplois, la croissance et la résilience](#). Le budget du gouvernement fédéral prévoit 101,4 milliards de dollars de nouvelles dépenses sur trois ans et met l'accent sur la reprise économique du Canada après la COVID-19. Il met également l'accent sur plusieurs thèmes, notamment la construction d'une économie verte plus robuste et plus résiliente, le soutien aux personnes ayant été touchées de façon disproportionnée par la COVID-19 et le soutien aux industries et aux secteurs les plus durement touchés au pays.

Le plan du gouvernement vise à créer de l'emploi et à investir dans l'innovation, la garde d'enfants, les soins de longue durée, la diversité et l'inclusion, l'action climatique et l'équité économique entre autres objectifs. En voici les faits saillants :

- 30 milliards de dollars pour un système national de garde d'enfants
- Un salaire minimum fédéral de 15 \$ de l'heure
- 17,6 milliards de dollars d'investissements pour une reprise verte

Ingénieurs Canada entend poursuivre sa collaboration avec le gouvernement fédéral sur de grandes priorités présentées dans le budget de 2011, notamment les suivantes :

- Éducation pour les jeunes Canadiens
- Relance verte et croissance propre
- Infrastructure physique et numérique
- Dépenses en recherche et développement et en innovation

Éducation pour les jeunes Canadiens

Aperçu

Le budget de 2021 reconnaît que les jeunes Canadiens ont connu plus de pertes d'emploi attribuables à la COVID-19 que n'importe quel autre segment démographique. Il propose d'investir 5,7 milliards de dollars sur cinq ans dans les jeunes du Canada afin que ces derniers puissent poursuivre et terminer leurs études ainsi que pour créer 215 000 nouvelles possibilités de perfectionnement des compétences et d'expériences de travail. De plus, le budget de 2021 s'engage également à combler des lacunes de longue date en matière d'éducation et de développement des compétences en soutenant la Stratégie emploi et compétences jeunesse et le Programme de stages pratiques pour étudiants. Enfin, le budget de 2021 reconnaît également que la pandémie affecte de manière disproportionnée les étudiants autochtones qui poursuivent des études postsecondaires ainsi que les établissements d'enseignement postsecondaire autochtones.

En conséquence, les initiatives prévues dans le budget de 2021 qui visent à soutenir les jeunes Canadiens incluent les investissements suivants :

- 960 millions de dollars à Emploi et Développement social Canada pour le Programme de solutions pour la main-d'œuvre sectorielle. Ce programme collabore avec l'industrie et d'autres organismes pertinents pour concevoir et offrir de la formation qui s'appuie sur de l'information

précise et opportune sur le marché du travail et s'engage à constituer une main-d'œuvre diversifiée et inclusive;

- 239,8 millions de dollars pour le Programme de stages pratiques pour étudiants en 2021-2022 afin d'appuyer les possibilités d'apprentissage intégré au travail pour les étudiants. Ce programme offre aux jeunes des expériences irremplaçables en matière de développement des compétences, tout en profitant aux employeurs canadiens grâce à une subvention salariale. Le budget s'engage à porter à 75 % la subvention salariale offerte aux employeurs admissibles, jusqu'à concurrence de 7 500 \$;
- 470 millions de dollars sur trois ans pour établir le nouveau Service aux apprentis. De plus, pour faire croître la diversité dans les métiers de la construction et de la fabrication, cet incitatif sera doublé et porté à 10 000 \$ dans le cas des employeurs qui embauchent des personnes sous-représentées, y compris des femmes, des Canadiens racisés et des personnes handicapées;
- 80 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2021-2022, afin d'aider le programme CodeCan à rejoindre 3 millions d'étudiants – en mettant davantage l'accent sur les groupes sous-représentés – de même que 120 000 enseignants de plus. CodeCan a pour objectif d'aider les jeunes Canadiens, notamment ceux appartenant à des groupes traditionnellement sous-représentés, à acquérir les compétences dont ils auront besoin pour se préparer à des études approfondies, notamment des compétences numériques avancées et des cours en STIM débouchant sur les emplois de demain;
- 150,6 millions de dollars sur deux ans, à compter de 2021-2022, afin d'aider les étudiants autochtones par l'intermédiaire du Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire et des stratégies d'éducation postsecondaire pour les Inuits et la Nation métisse. Cette mesure de soutien contribuerait à compenser la perte des revenus dont bon nombre d'étudiants autochtones dépendent pour payer leurs droits de scolarité, leurs manuels scolaires, leur logement et leurs autres frais de subsistance;
- 26,4 millions de dollars, en 2021-2022, par l'intermédiaire du Programme de partenariats postsecondaires et des stratégies d'éducation postsecondaire pour les Inuits et la Nation métisse, pour soutenir les établissements autochtones d'enseignement postsecondaire pendant la COVID-19.

Analyse et occasions

Ingénieurs Canada juge encourageant l'engagement du gouvernement fédéral à combler les lacunes de longue date en matière d'éducation et de développement des compétences en soutenant la Stratégie emploi et compétences jeunesse et le Programme de stages pratiques pour étudiants. Ingénieurs Canada plaide auprès du gouvernement fédéral en faveur d'un soutien accru pour les femmes et les Autochtones dans la profession d'ingénieur ainsi que d'un soutien pour la réintégration des femmes sur le marché du travail après la pandémie de COVID-19. En témoignent notre [mémoire pour les consultations prébudgétaires en vue du budget de 2021](#), notre [initiative 30 en 30](#), nos énoncés de principe nationaux intitulés [Diversité, équité et inclusion](#) et [Accès des peuples autochtones à la formation postsecondaire en génie](#) ainsi que nos mémoires officiels déposés à des instances fédérales :

- [Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes – Répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les femmes](#)
- [Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie – Réponse à la pandémie de COVID-19](#)

Malgré la nature opportune de ces investissements, il est important que le gouvernement continue de s'appuyer sur ces investissements en mettant l'accent sur des programmes d'accès au génie pour les peuples autochtones du Canada. Le budget de 2021 tient compte du fait que les jeunes femmes continuent d'être considérablement sous-représentées dans les programmes de génie et qu'elles font face à plus d'obstacles dans les STIM que leurs homologues masculins. La profession d'ingénieur pourrait mieux comprendre et, par conséquent, mieux protéger l'intérêt public si elle était représentative de la démographie canadienne. Cela signifie qu'il faut profiter des meilleurs talents de tous les secteurs de la société, car cela apporte de la valeur ajoutée pour les employeurs, augmente la production de solutions créatives pour résoudre des problèmes complexes et favorise une meilleure compréhension des besoins de la clientèle.

De plus, Ingénieurs Canada plaide continuellement en faveur de l'accès des Autochtones à l'enseignement postsecondaire en génie, notamment grâce au travail de notre [Comité consultatif autochtone](#) et de notre rapport [Accès des Autochtones à des programmes postsecondaires de génie](#).

Relance verte et croissance propre

Aperçu

Le budget de 2021 prévoit un large éventail de dépenses en énergie verte, en infrastructures et en croissance propre. Il renforce le plan climatique du gouvernement fédéral par de nouvelles dépenses totalisant 17,6 milliards de dollars pour réduire la pollution causée par les gaz à effet de serre. Aussi, il promet d'accélérer le passage à une économie à faibles émissions de carbone afin d'inciter le secteur privé à suivre la voie tracée par le gouvernement libéral vers des émissions nettes nulles d'ici 2050. D'autres points saillants incluent des investissements pour lutter contre les inondations, l'érosion côtière et le dégel du pergélisol afin de protéger les infrastructures du Canada qui sont à risque.

Ces investissements incluent :

- 17,6 milliards de dollars pour une relance verte afin de créer des emplois, de bâtir une économie propre et de lutter et se protéger contre les changements climatiques;
- 1,4 milliard de dollars sur 12 ans pour bonifier le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes afin d'appuyer des projets de revalorisation et la restauration des milieux humides et littoraux;
- 11,7 millions de dollars sur cinq ans pour renouveler le Programme de normes pour des infrastructures résilientes. Le gouvernement fédéral souligne que cet investissement aidera les communautés à planifier et à bâtir des routes, des bâtiments et d'autres infrastructures qui sont plus durables et plus résilients à l'évolution rapide du climat canadien;
- 63,8 millions de dollars sur trois ans à Ressources naturelles Canada, à Environnement et Changement climatique Canada et à Sécurité publique Canada pour collaborer avec les provinces et les territoires afin de dresser des cartes des zones inondables dans les zones à risque élevé;
- 5 milliards de dollars dans l'accélérateur net zéro, pour soutenir des projets qui contribuent à réduire les émissions intérieures de gaz à effet de serre partout dans l'économie canadienne. L'accélérateur net zéro propose de bâtir et de renforcer l'avantage industriel propre du Canada.

Analyse et occasions

En 2021, dans son [mémoire pour les consultations prébudgétaires en vue du budget de 2021](#), Ingénieurs Canada a explicitement demandé au gouvernement fédéral d'investir dans des infrastructures vertes en guise de stratégie de relance pour à la fois aider l'économie postpandémique et faciliter les engagements climatiques du Canada. Ingénieurs Canada a été heureux de constater que cette demande explicite avait été prise en compte et que le gouvernement avait choisi de faire des investissements importants dans l'adaptation, la réhabilitation et l'atténuation des changements climatiques afin de renforcer et de protéger les infrastructures physiques des collectivités canadiennes.

Ingénieurs Canada demande au gouvernement fédéral de renforcer les politiques fédérales en matière de résilience climatique, d'adaptation au changement climatique et d'atténuation des effets du climat, plus précisément dans son énoncé de principe national [Changements climatiques et phénomènes météorologiques extrêmes](#) ainsi que dans ses mémoires déposés au gouvernement fédéral :

- [Environnement et Changement climatique Canada – Ébauche de plan national de science et de connaissances relatives au changement climatique](#)
- [Commentaires sur le rapport *Canada's Building Code in the Context of Climate Change, Adaption, and Sustainability – White Paper on the urgency of building code modernization and implementation*](#)

Il est important que le gouvernement fédéral continue de consulter et d'inclure des ingénieurs dans les projets fédéraux d'adaptation, d'atténuation et de réhabilitation en matière de climat, car ce sont des projets qui nécessitent une expertise en ingénierie. Les ingénieurs sont des leaders en matière d'adaptation et ils sont prêts à collaborer avec le gouvernement fédéral en matière de processus d'évaluation environnementale et d'examen réglementaire et à lui fournir des conseils objectifs, innovants et transparents sur les changements climatiques et leur incidence sur les infrastructures.

Infrastructure physique et numérique

Aperçu

Le budget de 2021 propose des investissements dans l'infrastructure physique et numérique pour transformer nos frontières et faire en sorte que le commerce et les voyages puissent continuer à stimuler l'économie nationale du Canada. Pour soutenir une reprise économique robuste et rapide, le budget de 2021 souligne la nécessité de s'attaquer aux contraintes de capacité, aux goulets d'étranglement et aux inefficacités des infrastructures de transport du Canada. Il souligne également que cela soutiendra des entreprises dans toutes les chaînes d'approvisionnement et stimulera le potentiel de petites et moyennes entreprises dans toutes les régions, y compris dans les collectivités rurales et éloignées. Le budget de 2021 fait aussi valoir la nécessité d'un accès fiable à Internet haute vitesse. Cet accès est essentiel pour les communications personnelles et professionnelles, pour la viabilité et la croissance des entreprises et pour l'accès aux services gouvernementaux.

Par conséquent, le budget de 2021 propose les investissements suivants :

- 1,9 milliard de dollars sur quatre ans, à compter de 2021-2022, afin de reconstituer le Fonds national des corridors commerciaux. Ce financement stimulerait ainsi des investissements dans l'amélioration de nos routes, nos chemins de fer et nos voies de navigation, en plus de renforcer

la résilience durable de l'économie canadienne et de soutenir le commerce intérieur. Quinze pour cent du financement total est consacré à la construction et à l'amélioration de réseaux de transport dans le nord du Canada;

- 200 millions de dollars pour établir un fonds pour les infrastructures naturelles en faveur de projets d'infrastructures naturelles et hybrides. Cela contribuera à améliorer le bien-être, à atténuer les répercussions des changements climatiques et à prévenir des événements naturels coûteux;
- un financement supplémentaire de 1 milliard de dollars sur six ans au Fonds pour la large bande universelle afin d'accélérer l'accès à Internet à large bande en collaboration avec les provinces et les territoires ainsi que d'autres partenaires.

Analyse et occasions

En 2021, dans notre [mémoire pour les consultations prébudgétaires en vue du budget de 2021](#), nous avons abordé la nécessité d'investir davantage dans les infrastructures physiques et numériques. Nous avons expressément recommandé au gouvernement de relancer l'économie en accélérant des projets d'infrastructures tout en soutenant les investissements dans les infrastructures vertes. Ingénieurs Canada défend activement le besoin d'infrastructures publiques et privées de base robustes et fiables, car ce sont ces infrastructures qui assurent la sécurité publique et la continuité des services en plus de soutenir la prospérité économique, selon nos énoncés de principe nationaux intitulés [Infrastructures](#) et [Infrastructures dans les réserves autochtones et les collectivités autochtones éloignées](#). Nous avons également recommandé que le gouvernement fédéral poursuive ses efforts en vue de renforcer la connectivité à large bande haute vitesse du Canada au moyen d'une infrastructure numérique durable, en particulier dans les collectivités rurales et éloignées. Ingénieurs Canada a plaidé en faveur d'investissements fédéraux dans la connectivité à large bande dans son énoncé de principe national intitulé [Développer la connectivité à large bande haute vitesse au Canada grâce à une infrastructure numérique durable](#). Les ingénieurs jouent un rôle essentiel dans la conception, la mise en œuvre et l'entretien des infrastructures à large bande, ce qui rend la profession d'ingénieur indispensable pour connecter les communautés rurales et éloignées au réseau Internet à large bande au Canada. La profession d'ingénieur peut soutenir l'objectif du gouvernement fédéral, qui est de doter 98 % du pays d'une connexion Internet haute vitesse d'ici 2026 et 100 % du pays d'ici 2030.

Dépenses en recherche et développement et en innovation

Le budget de 2021 fait valoir qu'une reprise résiliente et durable doit inclure un plan de préparation à de futures pandémies. Les investissements stratégiques dans la recherche de pointe en sciences de la vie et en biotechnologie sont un élément essentiel de ce plan. Le budget de 2021 prévoit également un soutien ciblé pour le secteur des sciences de la vie et de la biofabrication.

Par conséquent, le budget de 2021 propose les investissements suivants :

- 2,2 milliards de dollars et 511,4 millions de dollars afin de soutenir des projets innovants dans l'ensemble de l'économie, y compris dans des secteurs comme les secteurs de la vie, l'automobile et l'aérospatiale ainsi que l'agriculture;
- 443,8 millions de dollars à l'appui de la Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle, principalement à des fins d'attraction de talents et de commercialisation;

- 162,2 millions de dollars afin d’attirer et de maintenir en poste les meilleurs talents partout au Canada; 185 millions de dollars seront affectés au soutien de la commercialisation d’innovations en matière d’intelligence artificielle au Canada.

Analyse et occasions

Ingénieurs Canada plaide en faveur d’une augmentation des dépenses fédérales consacrées à la recherche, au développement et à l’innovation par l’entremise de ses énoncés de principe nationaux intitulés [Technologie du génie de l’intelligence artificielle dans les véhicules autonomes et connectés](#) et [Recherche, développement et innovation](#). De plus, Ingénieurs Canada a contribué aux travaux du [Comité permanent des transports, de l’infrastructure et des collectivités de la Chambre des communes dans le cadre de l’étude menée par ce comité sur les véhicules automatisés et branchés](#).

Nous avons été encouragés par ces investissements dans la recherche et le développement dans le secteur technologique du Canada, car ce secteur est le moteur essentiel pour doter le Canada d’un avantage concurrentiel dans l’économie mondiale. Ingénieurs Canada est d’avis que le gouvernement fédéral devrait continuer d’investir dans un programme et des cadres d’innovation stratégique afin de soutenir les réseaux nationaux en émergence et l’innovation en génie. Les ingénieurs sont à la tête de nombreuses entreprises de technologie et sont donc des catalyseurs d’innovation.

Ingénieurs Canada croit que les avantages potentiels de la biotechnologie peuvent avoir une incidence positive sur le Canada, tant pour répondre à ses propres besoins que pour soutenir l’économie. La profession d’ingénieur a fortement contribué à l’évolution du secteur de la biotechnologie, notamment dans des domaines où des principes d’ingénierie sont mis en application pour développer des organismes modifiés, des produits liés à la biotechnologie et d’autres projets connexes. Compte tenu de l’augmentation de la demande en matière de biotechnologie, la demande croissante d’ingénieurs titulaires travaillant dans ce secteur se poursuivra. Le gouvernement fédéral doit s’assurer que les lois et les règlements qui font mention de travaux d’ingénierie dans le développement ou la mise en œuvre de la biotechnologie exigent l’intervention d’un ingénieur dans ces travaux, conformément aux lois sur les ingénieurs des provinces et des territoires. De plus, lorsque des travaux d’ingénierie sont effectués et concernent le développement et la mise en œuvre de biotechnologies à l’échelle fédérale, le gouvernement fédéral doit s’assurer que ces travaux sont confiés à des ingénieurs inscrits auprès d’un organisme de réglementation provincial ou territorial.